

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

## MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 1914

[C — 27327]

28 FEVRIER 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon organisant le démergement

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 18 alinéa 2, et l'article 20, § 2,

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 novembre 1990,

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne;

Arrête :

## CHAPITRE Ier. — Définitions et agrément des organismes de démergement

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

« Exécutif » : l'Exécutif régional wallon;

« Ministre » : le Ministre, Membre de l'Exécutif régional wallon, qui a l'Eau dans ses attributions;

« Administration » : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne Division de l'Eau;

« Travaux de démergement » : les travaux effectués en vue d'éviter des inondations dues à l'affaissement minier du sol ou de remédier à ces inondations par l'établissement d'ouvrages d'art;

« Organismes d'épuration » : les associations de communes agréées par l'Exécutif en qualité d'organismes d'épuration, conformément aux articles 17 et 18 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

Art. 2. Les Organismes d'épuration qui ont dans leur ressort territorial des zones présentant des affaissements miniers qui provoquent des inondations, peuvent être agréés par l'Exécutif pour effectuer les travaux de démergement et pour exploiter les ouvrages y relatifs.

Dans ce cas, ces Organismes doivent tenir une comptabilité distincte pour les opérations de démergement.

Ces Organismes sont dénommés ci-après « organismes agréés ».

## CHAPITRE II. — Comité wallon de démergement

Art. 3. Il est créé un Comité wallon de démergement, ci-après dénommé « le Comité ».

Le Comité est composé de quatre membres choisis par le Ministre dans le corps académique ou scientifique des Facultés des Sciences appliquées implantées en Région wallonne, en raison de leur compétence dans le domaine traité. Leur mandat est d'une durée de quatre ans. Il est renouvelable.

Un membre dont le mandat vient à échéance reste en fonction jusqu'au moment où le Ministre renouvelle son mandat ou procède au remplacement dudit membre.

Le Ministre désigne un président parmi les membres du Comité sur présentation de celui-ci.

L'Exécutif est représenté auprès du Comité par le directeur général des Ressources naturelles et de l'Environnement, ou son délégué.

Les organismes agréés peuvent se faire représenter, avec voix consultative, aux réunions du Comité et demander l'inscription de points à l'ordre du jour.

Le secrétariat du Comité est assuré par un fonctionnaire de l'administration.

Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur qu'il soumet au Ministre pour approbation.

Art. 4. Le Comité assume les missions suivantes :

1° Il présente au Ministre, après consultation des organismes agréés et des communes concernées, un plan des zones géographiques où des travaux de démergement se justifient et tient ce plan à jour.

2° Il présente au Ministre les propositions de programme triennal visé à l'article 7 et de programme annuel visé à l'article 8, accompagnées de son avis motivé.

3° Il donne un avis motivé sur les demandes d'engagement et de liquidation des subventions, conformément à l'article 14.

4° Il exerce la haute surveillance et le contrôle scientifique du déroulement des travaux de démergement.

5° Il examine les dossiers sous leur aspect scientifique et technique eu égard aux contraintes administratives et financières depuis leur conception jusqu'à leur réalisation.

Il oriente les études vers les solutions les plus adéquates, en tenant compte de l'évolution des moyens actuels de construction en matière de démergement.

6° Il donne un avis motivé sur les dossiers relatifs aux frais de fonctionnement, conformément aux articles 24, 25 et 26.

7° Il présente au Ministre toute proposition d'expertise ou d'étude qu'il considère indispensable, dans le cadre du démergement.

Art. 5. Lors des réunions du Comité, les membres, le représentant de l'Exécutif et ses collaborateurs bénéficient du remboursement des frais de déplacement, suivant les modalités prévues par les arrêtés royaux du 24 décembre 1964, fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des Ministères, et du 18 janvier 1985 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tels que modifiés ultérieurement.

Les membres du Comité sont assimilés pour l'application des arrêtés précités aux agents de rang 15.

Art. 6. Les quatre membres du Comité bénéficient d'une indemnité annuelle forfaitaire à charge de la Région wallonne.

Le montant de cette indemnité est fixé par le Ministre.

### CHAPITRE III. — *Programmation des investissements*

#### *Section 1er. — Programme triennal*

Art. 7. § 1er. Chaque organisme agréé transmet au Comité et à l'administration, au plus tard le 28 février de l'année précédant l'exercice budgétaire considéré, une proposition de programme triennal.

Ce programme comporte notamment :

- la délibération de l'organe de gestion de l'organisme agréé sur l'avant-projet de programme;
- une description des travaux à réaliser ainsi que leur localisation;
- la connexité éventuelle du programme avec des travaux ou des projets gérés par d'autres pouvoirs publics, notamment en ce qui concerne les eaux de surface;
- une note justificative sur l'opportunité, les options retenues ainsi que les priorités envisagées pour chaque travail;
- une estimation des coûts et des charges d'exploitation;
- les délais de réalisation.

§ 2. Dans le mois, le Comité transmet à l'administration son avis motivé sur la proposition visée au § 1er.

§ 3. L'Administration présente au Ministre, au plus tard le 30 avril de la même année, le dossier accompagné de son avis motivé.

§ 4. Le Ministre statue dans le mois de la réception du dossier transmis par l'administration. La notification de l'approbation est transmise par le Ministre à l'administration qui la communique dans les quinze jours à l'organisme agréé et au Comité.

#### *Section 2. — Programme annuel*

Art. 8. § 1er. Chaque organisme agréé transmet au Comité et à l'administration, au plus tard le 30 juin de l'année précédant l'exercice budgétaire considéré, sa proposition de programme annuel détaillé des travaux de démergement.

Ce programme comprend la liste des études, travaux, essais géotechniques et acquisitions à réaliser au cours de l'exercice, avec une estimation du coût, en distinguant :

- les travaux en cours de réalisation, qui ont fait l'objet d'un engagement budgétaire antérieur et pour lesquels des engagements nouveaux sont prévisibles;
- les travaux à engager au cours de l'exercice.

La proposition de programme annuel doit être conforme au programme triennal, sauf exception dont la nécessité est démontrée.

§ 2. Dans les deux mois, le Comité transmet à l'administration son avis motivé sur la proposition visée au § 1er.

§ 3. L'Administration présente au Ministre, au plus tard le 30 septembre de la même année, le dossier accompagné de son avis motivé.

§ 4. Dans le mois qui suit l'adoption par le Conseil régional wallon des décrets contenant les budgets des recettes et des dépenses de la Région wallonne, le Ministre communique à l'administration le programme annuel qu'il a approuvé.

L'Administration le notifie dans les quinze jours à l'organisme agréé et au Comité.

L'approbation par le Ministre, lorsqu'elle est notifiée, vaut promesse de principe d'octroi des subventions.

### CHAPITRE IV. — *Octroi et taux des subventions pour les investissements*

Art. 9. Dans la limite des crédits disponibles, des subventions peuvent être octroyées par le Ministre selon les dispositions du présent arrêté aux organismes agréés pour les dépenses d'investissement définies à l'article 12 ci-après.

Art. 10. Pour le calcul des subventions, les frais généraux, les frais de surveillance, les frais d'études et de direction des travaux sont déterminés selon les règles suivantes :

§ 1er. Les frais généraux, autres que les honoraires d'auteur de projet, sont fixés au taux forfaitaire de 2,5 % du montant des travaux et des essais géotechniques.

§ 2. Les frais de surveillance effective des travaux sont fixés forfaitairement à 4,5 % du montant des travaux.

§ 3. En ce qui concerne les frais d'études et de direction des travaux :

1° Lorsque l'organisme agréé effectue lui-même les études et assure la direction des travaux :

a) pour les travaux attribués par adjudication, les frais sont fixés forfaitairement :

- à 8 % du montant des travaux pour la tranche allant jusqu'à 7 000 000 F.
- à 7 % du montant des travaux pour la tranche allant de 7 000 001 F à 30 000 000 F.
- à 6 % du montant des travaux pour la tranche dépassant 30 000 000 F.

b) pour les travaux attribués par appel d'offres, les frais sont fixés forfaitairement à 5 % du montant des travaux;

c) pour les travaux attribués par marché de gré à gré, le taux est fixé par le Ministre et ne peut dépasser 5 % du montant des travaux;

d) pour les ouvrages d'art ayant donné lieu à des calculs de stabilité, les frais sont fixés forfaitairement à 5 % du montant des travaux donnant lieu à ces calculs;

2° Lorsque l'organisme agréé soustrait les études et la direction des travaux, le contrat doit être soumis pour avis au Comité et pour approbation au Ministre. Le montant donnant lieu à subvention ne peut dépasser le montant prévu au contrat ni celui prévu au 1° du présent paragraphe.

§ 4. Le montant des travaux à prendre en considération est le montant total des travaux, hors T.V.A., amendes éventuelles de retard non déduites.

§ 5. Pour la détermination du compte final des frais généraux, des frais de surveillance et des frais d'études et de direction de travaux, le montant à prendre en considération est celui du compte final des travaux.

Art. 11. Le taux de subvention des dépenses d'investissement visées à l'article 12 est fixé à 83 % de leur montant pour une période de trois ans. Sauf décision contraire du Ministre à l'échéance de cette période, ce taux est prorogé pour une nouvelle période de trois ans.

**Art. 12. § 1er.** Sont considérés comme dépenses d'investissement les travaux de drainage, les travaux de construction des stations de pompage, des conduites d'amenée et de refoulement, des collecteurs et de leurs équipements y afférents, des bassins d'orage, des exutoires, des bâtiments d'exploitation, ainsi que tous les travaux figurant au programme annuel approuvé par le Ministre conformément à l'article 8.

§ 2. Sont également considérés comme des dépenses d'investissement les frais et travaux ci-après :

- 1° les frais déterminés à l'article 10, §§ 1er à 3;
- 2° les frais d'acquisition ou de location des biens immeubles strictement nécessaires pour l'exécution des travaux comprenant :
  - le prix d'acquisition ou de location tel qu'il est déterminé par l'acte authentique de vente ou le contrat de location, et l'indemnité d'expropriation telle qu'elle résulte du jugement définitif;
  - tous les frais afférents à l'acquisition, en ce compris les frais de bornage et de mesurage, les indemnités dues aux locataires;
  - les frais de négociation fixés à 4 000 F par acquisition sauf révision par le Ministre;
- 3° les essais géotechniques nécessaires en vue de l'exécution des ouvrages visés au § 1er à condition que ceux-ci aient été préalablement approuvés par le Comité;
- 4° les travaux supplémentaires imprévisibles et jugés tels par le Ministre;
- 5° la taxe sur la valeur ajoutée relative aux dépenses donnant lieu à une subvention, chaque fois qu'elle est due;
- 6° les frais d'assurance-contrôle;
- 7° toute redevance imprévue due par l'adjudicataire pour autant qu'elle soit explicitement approuvée par le Comité;
- 8° pour autant que la faute ne soit pas imputable à l'organisme agréé, l'ensemble des frais inhérents à la défense en justice, en ce compris les honoraires d'avocats, d'experts et les prestations de l'organisme agréé, dûment motivées à cet effet, ainsi que les indemnités qu'il serait condamné à payer;
- 9° le solde du rattrapage de la plusvalue de réévaluation pour les années 1980 à 1983;

**Art. 13.** Si l'organisme agréé bénéficie d'interventions financières de la part d'autres personnes de droit public, nationales ou internationales, ayant pour objet des travaux de démergement, le montant de ces interventions est déduit de la subvention accordée par la Région, de manière telle que le montant total des subventions ne dépasse pas celui des dépenses visées à l'article 12.

**Art. 14. § 1er.** L'engagement et la liquidation des subventions s'effectuent sur base d'états quadrimestriels établis par les organismes agréés et sur lesquels le Comité a remis un avis motivé.

§ 2. Au cours du premier mois de chaque quadrimestre civil, le Comité transmet à l'administration une demande d'engagement des subventions pour ce quadrimestre.

Cette demande comporte un état des études, des travaux adjugés, des frais inhérents aux entreprises conformément à l'article 12, § 2, des frais généraux conformément à l'article 10, § 1er, des frais de surveillance conformément à l'article 10, § 2, des frais d'études et de direction des travaux conformément à l'article 10, § 3.

La demande sera conforme aux programmes visés aux articles 7 et 8, ainsi que les dossiers et les pièces justificatives y afférentes.

Les subventions sont engagées sur base du montant de ces états après vérification par l'Administration et approbation par le Ministre.

§ 3. 1° Au cours du premier mois de chaque quadrimestre civil, le Comité transmet à l'administration une demande de liquidation des subventions pour ce quadrimestre.

2° Cette demande comporte :

- a) un état, accompagné de pièces justificatives, indiquant par objet les dépenses effectuées par les organismes agréés pendant le quadrimestre précédent;
- b) un état indiquant par objet les dépenses que les organismes agréés comptent effectuer pendant ce quadrimestre pour les travaux et les frais visés à l'article 12 et ayant déjà fait l'objet d'une procédure d'engagement;

3° Après vérification par l'Administration et approbation par le Ministre, la subvention quadrimestrielle est liquidée sur base du montant des états visés aux 2°, a, 2°, b, du présent paragraphe, déduction faite des subventions déjà octroyées pour les mêmes travaux.

§ 4. Les frais de surveillance visés à l'article 10, § 2, sont engagés et liquidés en même temps que les travaux auxquels ils se rapportent.

§ 5. Les frais d'études et de direction de travaux visés à l'article 10, § 3 et les frais généraux visés à l'article 10, § 1er, sont engagés et liquidés de la manière suivante :

- 60 % à l'approbation de l'avant-projet par le Ministre, sur base de l'estimation des travaux;
- 70 % (acompte antérieur déduit) à l'approbation du projet par le Ministre, sur base de l'estimation du projet;
- 80 % (acomptes antérieurs déduits) à l'approbation de l'adjudication sur base du montant de l'adjudication;
- 100 % (acomptes antérieurs déduits) à l'approbation du compte final des travaux sur base du montant hors T.V.A. des travaux, amendes de retard éventuelles non déduites.

#### CHAPITRE V. — Octroi et taux des subventions pour les frais d'exploitation

**Art. 15.** Dans la limite des crédits disponibles, des subventions peuvent être octroyées par l'Exécutif, selon les dispositions du présent arrêté aux organismes agréés pour les dépenses d'exploitation définies à l'article 17.

**Art. 16.** Le taux de subvention des frais d'exploitation est fixé pour une période de trois ans à 75 % des dépenses visées à l'article 17. Sauf décision contraire du Ministre, à l'échéance de cette période, ce taux est prorogé pour une nouvelle période de trois ans.

#### Section 1re. — Dépenses admissibles

**Art. 17.** Les dépenses d'exploitation des ouvrages de démergement, qui peuvent être prises en considération en vue de l'octroi d'une subvention, sont les suivantes :

- 1° les frais de personnel, visés à l'article 18;
- 2° les frais de fourniture de biens et services divers, visés à l'article 19;
- 3° les frais administratifs généraux, visés à l'article 20;

- 4° les intérêts de retard, visés à l'article 21;  
 5° les redevances, contributions et taxes;  
 6° les charges financières résultant des emprunts souscrits par des communes en matière de démergement avant le 31 décembre 1966.

**Art. 18.** Les frais de personnel comprennent :

1° Le coût du personnel affecté à l'exploitation des ouvrages de démergement ainsi qu'à la gestion administrative courante.

2° Le coût du personnel du siège chargé de toute mission technique, de la tenue et de la rédaction des documents comptables.

Les rémunérations à concurrence du statut pécuniaire appliqué par les organismes agréés à la date du 1er juillet 1989, les charges patronales y afférentes, les cotisations aux régimes de pensions de retraite et de survie sont comprises dans les frais visés à l'alinéa 1er, 1°.

Sont également compris, moyennant l'accord de l'administration, les autres avantages sociaux ou frais de personnel, tels que les assurances, les frais de déplacement, de séjour et de formation.

Il n'est pas tenu compte des modifications du statut pécuniaire hors barème et hors index, sauf décision contraire de l'Exécutif dans les 90 jours après la réception de la demande par l'administration.

Le coût du personnel du siège, visé à l'alinéa 1er, 2°, est évalué forfaitairement à 7,5 % du coût du personnel visé à l'alinéa 1er, 1°.

**Art. 19.** Les frais de fourniture de biens et services divers comprennent :

1° les fournitures d'exploitation notamment électricité, eau, gazole, gaz, téléphone;

2° le traitement, l'évacuation, la mise en décharge des boues;

3° les produits d'entretien, le petit matériel et l'outillage, les frais d'équipement du personnel;

4° l'entretien et la réparation du matériel, de l'équipement, des installations et des bâtiments;

5° la rétribution des tiers, notamment les frais de soustraction, de location, d'entretien des abords des ouvrages de démergement;

6° les frais des véhicules d'exploitation tels que les frais d'achat, de location à long terme, d'entretien, de réparation, de carburants, huiles et graisses, d'amortissement et de charges financières relatifs aux véhicules compris dans la liste du plan prévisionnel visé à l'article 26, § 1er, 2°;

7° les frais d'assurances des véhicules d'exploitation et des ouvrages de démergement.

L'Exécutif peut subordonner l'octroi de la subvention de ces frais à l'approbation des contrats d'assurances;

8° à condition de ne pas être la conséquence d'une faute imputable à l'organisme de démergement, les frais de justice en ce compris les honoraires d'avocats, d'experts et prestations de l'organisme de démergement dûment motivées à cet effet ainsi que les indemnités auxquelles il serait condamné;

**Art. 20.** § 1er. Les frais administratifs généraux sont les dépenses supportées par l'organisme agréé qui ne sont pas reprises dans la totalité des frais réels d'exploitation que les organismes agréés ont supportés au cours de l'exercice budgétaire écoulé tels que définis par les articles 18 et 19, notamment :

1. le coût du fonctionnement des organes de gestion, comprenant le conseil d'administration, l'assemblée générale, les commissaires et les réviseurs d'entreprises;

2. le coût du personnel des services généraux comprenant notamment la direction générale, le service juridique, le directeur comptable, le directeur technique;

3. les frais liés à l'occupation des locaux du siège, tels que amortissements et charges financières relatifs à des acquisitions non subsidiées, loyers, charges locatives, entretien, assurances, chauffage, éclairage, amortissements et charges financières ou location de mobilier et matériel de bureau;

4. les frais de consommation liés au fonctionnement des locaux du siège tels que fournitures de bureau, abonnements, téléphone.

§ 2. Pour l'ensemble des ouvrages de démergement, les frais administratifs généraux sont fixés forfaitairement sur base des frais réels annuels d'exploitation, à l'exception des charges financières visées à l'article 18, 6°, de la manière suivante :

Frais d'exploitation (X) en millions de F	Frais généraux forfaitaires en millions de F
moins de 10	10 % de X
10 < X <= 20	1 + 8 % de (X - 10)
20 < X <= 30	1,8 + 4,5 % de (X - 20)
30 < X <= 40	2,25 + 1,5 % de (X - 30)
40 < X <= 50	2,4 + 1 % de (X - 40)
plus de 50	5 % de X

**Art. 21.** Les intérêts de retard, calculés au taux légal, sont dus pour autant que l'organisme agréé ait respecté la date d'introduction de ses déclarations de créance.

**Art. 22.** L'opportunité de toute réparation, entretien ou acquisition de pièces de rechange ou tout autre frais dont l'estimation de la dépense est supérieure à 300 000 F, fait l'objet d'un accord préalable de l'administration.

#### Section 2. — Influence des recettes d'exploitation sur les subventions

**Art. 23.** Les subventions correspondent aux dépenses d'exploitation visées à l'article 17, diminuées des recettes d'exploitation.

Les recettes éventuelles d'exploitation sont prises en considération à concurrence de 75 %.

#### Section 3. — Procédure d'octroi des subventions

**Art. 24.** Au 15 mai de chaque année, l'organisme agréé soumet au Comité le plan prévisionnel des frais de fonctionnement de l'exercice suivant, sur base des frais d'exploitation de l'exercice précédent.

**Art. 25.** Dans le plan prévisionnel, les frais pour les installations à mettre en service en cours d'année sont calculés au prorata du nombre de jours de fonctionnement à prévoir, la date de réception provisoire étant considérée comme date de mise en service.

**Art. 26. § 1er.** Le plan prévisionnel précise :

1° le cadre du personnel d'exploitation, son coût, ses qualifications, son affectation, la monographie des fonctions;

2° la liste détaillée des véhicules, leur date et coût d'achat, l'amortissement, les acquisitions prévisibles et leur coût;

3° les dépenses importantes ne relevant pas de l'exploitation courante.

§ 2. Le Comité donne son avis motivé sur le plan prévisionnel. Il transmet le dossier à l'administration au plus tard le 30 juin précédant l'exercice visé.

**Art. 27.** Si l'organisme agréé bénéficie d'interventions financières de la part d'autres personnes, privées ou publiques, nationales ou internationales, dans les frais de fonctionnement, autres que celles visées par l'article 23, la subvention de la Région est réduite de manière telle que le montant cumulé des interventions ne dépasse pas le montant des frais de fonctionnement.

#### Section 4. — Liquidation des subventions

**Art. 28. § 1er.** Les subventions sont liquidées en faveur de l'organisme agréé sur la base du plan prévisionnel visé aux articles 24 à 26, suivant les règles suivantes :

1° 25 % du montant annuel prévisionnel subventionnable le 1er avril de chaque année, sur présentation d'une déclaration de créance transmise à l'administration au plus tard le 15 décembre de l'année précédente.

2° les 1er juin, 1er août et 1er novembre de chaque année, 20 % du montant annuel prévisionnel subventionnable sur présentation d'une déclaration de créance, transmise à l'administration au plus tard respectivement les 28 février, 31 mai et 31 août.

§ 2. Le solde des subventions est liquidé sur présentation d'une déclaration de créance et après vérification par l'administration, du relevé récapitulatif visé à l'article 29, § 2. A cet effet, le Ministre peut désigner un réviseur d'entreprises qui a la qualité de membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

La liquidation du solde des subventions intervient au plus tard nonante jours après la réception par l'administration du dossier complet contenant la déclaration de créance.

**Art. 29. § 1er.** Les 15 mai, 15 août et 15 novembre de chaque année au plus tard, chaque organisme agréé transmet à l'Administration les pièces justificatives des frais de fonctionnement supportés pendant le trimestre précédent et relatives aux ouvrages de démergement.

§ 2. Le 31 mars de chaque année au plus tard, chaque organisme agréé transmet à l'administration le relevé récapitulatif des frais de fonctionnement supportés pendant l'année précédente ainsi que les pièces justificatives relatives au 4e trimestre.

Après vérification, l'administration propose au Ministre la liquidation du solde des subventions et l'engagement des montants éventuellement non couverts par l'engagement initial.

**Art. 30.** Pour les installations mises en service en cours d'année, les frais de fonctionnement sont comptés à partir de la date de la mise en exploitation.

L'organisme agréé avertit l'administration, au moins 15 jours à l'avance de la date de mise en service de tout ouvrage ou partie d'ouvrage.

#### CHAPITRE VI. — Disposition abrogatoire

**Art. 31.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 organisant le démergement est abrogé.

#### CHAPITRE VII. — Disposition transitoire

**Art. 32.** A partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, et jusqu'à l'entrée en vigueur des articles 15 à 30 du présent arrêté, les articles 16 à 19 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 organisant le démergement restent applicables.

#### CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

**Art. 33.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1991, à l'exception des articles 15 à 30 qui entrent en vigueur le 1er janvier 1992.

**Art. 34.** Le Ministre de la Région wallonne qui a l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 février 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires Intérieures,  
chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

A. VAN DER BIEST

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 01 — 1914

28. FEBRUAR 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Organisation der Entwässerung

[C — 27337]

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere des Artikels 18 Absatz 2 und des Artikels 20 § 2;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 22. November 1990;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezugschüften Arbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

### KAPITAL I. — Definitionen und Anerkennung der Entwässerungsvereinigungen

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

- « Exekutive » : die Wallonische Regionalexekutive;
- « Minister » : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört;
- « Verwaltung » : die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region Abteilung Wasser;
- « Entwässerungsarbeiten » : die Arbeiten, die ausgeführt werden, um Überschwemmungen zu verhindern, die auf Setzungen des Bodens in Bergwerksgebieten zurückzuführen sind, oder um diese Überschwemmungen durch die Anlage von Bauwerken zu beheben;
- « Einrichtungen für die Klärung » : die Gemeindevereinigungen, die die Exekutive gemäß den Artikeln 17 und 18 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung als Einrichtungen für die Klärung anerkannt hat.

Art. 2. Die Einrichtungen für die Klärung, zu deren örtlichen Zuständigkeit Bergwerksgebiete gehören, in denen Setzungen des Bodens Überschwemmungen verursachen, können von der Exekutive anerkannt werden, um Entwässerungsarbeiten auszuführen und die diesbezüglichen Anlagen zu betreiben.

In diesem Fall müssen die Einrichtungen eine getrennte Buchhaltung für die Entwässerungsarbeiten führen. Diese Einrichtungen werden nachstehend « anerkannte Einrichtungen » genannt.

### KAPITEL II. — Wallonischer Ausschuß für Entwässerung

Art. 3. Es wird ein Wallonischer Ausschuß für Entwässerung, nachstehend « der Ausschuß » genannt, geschaffen.

Der Ausschuß besteht aus vier Mitgliedern, die der Minister unter den Akademikern oder Wissenschaftlern der in der Wallonischen Region etablierten Fakultäten für Angewandte Wissenschaften aufgrund ihrer Fachkenntnisse auf dem behandelten Gebiet wählt. Ihre Amtszeit dauert vier Jahre, und ihre Wiederernennung ist zulässig.

Wenn die Amtszeit eines Mitglieds abläuft, bleibt letzteres im Amt bis zu dem Zeitpunkt, wo der Minister seine Amtszeit verlängert oder dieses Mitglied ersetzt.

Der Minister bestellt einen Vorsitzenden unter den Mitgliedern des Ausschusses auf dessen Invorschlagbringung.

Die Exekutive wird im Ausschuß durch den Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt oder von seinem Stellvertreter vertreten.

Die anerkannten Einrichtungen können sich bei den Sitzungen des Ausschusses mit beratender Stimme vertreten lassen und beantragen, daß gewisse Punkte auf die Tagesordnung gesetzt werden.

Die Sekretariatsgeschäfte des Ausschusses werden von einem Beamten der Verwaltung wahrgenommen. Der Ausschuß gibt sich seine Geschäftsordnung auf und legt sie dem Minister zur Genehmigung vor.

Art. 4. Der Ausschuß übernimmt folgende Aufgaben :

1° Nach Beratung mit den anerkannten Einrichtungen und den betreffenden Gemeinden schlägt er dem Minister einen Plan der geographischen Zonen vor, wo Entwässerungsarbeiten gerechtfertigt sind, und schreibt diesen Plan fort.

2° Er unterbreitet dem Minister die Vorschläge des in Artikel 7 erwähnten Dreijahresprogramms und des in Artikel 8 erwähnten Jahresprogramms und fügt ihnen sein mit Gründen versehenes Gutachten bei.

3° Er gibt ein mit Gründen versehenes Gutachten über die Anträge auf Zusage und Auszahlung der Zuschüsse gemäß Artikel 14 ab.

4° Er übt die hohe Aufsicht und die wissenschaftliche Kontrolle über den Ablauf der Entwässerungsarbeiten aus.

5° Er bearbeitet die Akten unter ihrem wissenschaftlichen und technischen Aspekt von ihrer Konzipierung aus bis zu ihrer Verwirklichung mit Rücksicht auf die Verwaltungs- und finanziellen Zwänge. Er lenkt die Untersuchungen auf die geeignetsten Lösungen unter Berücksichtigung der Entwicklung der derzeitigen Baumittel im Bereich Entwässerung.

6° Er gibt ein mit Gründen versehenes Gutachten über die Akten bezüglich der Verwaltungskosten gemäß den Artikeln 24, 25 und 26 ab 7. Er legt dem Minister jeglichen Expertise oder Untersuchungsvorschlag vor, den er im Rahmen der Entwässerung für unerlässlich hält.

Art. 5. Den Mitgliedern, dem Vertreter der Exekutive und dessen Mitarbeitern, die an den Sitzungen des Ausschusses teilgenommen haben, werden die Fahrtkosten zurückerstattet gemäß den Modalitäten, die in dem Königlichen Erlaß vom 24. Dezember 1964 zur Festlegung der Vergütungen der Aufenthaltskosten der Mitglieder des Personals der Ministerien und in dem Königlichen Erlaß vom 18. Januar 1985, der die allgemeine Regelung in Sachen Fahrtkosten festlegt, so wie sie später abgeändert worden sind, vorgesehen sind.

Für die Anwendung der vorerwähnten Erlasse werden die Mitglieder des Ausschusses den Bediensteten des Rangs 15 gleichgestellt.

Art. 6. Die vier Mitglieder des Ausschusses erhalten eine jährliche Pauschalvergütung, die zu Lasten der Wallonischen Region geht.

Der Betrag dieser Vergütung wird vom Minister festgesetzt.

### KAPITEL III. — Programmierung der Investitionen

#### Abschnitt 1. — Dreijahresprogramm

Art. 7. § 1. Jede anerkannte Einrichtung läßt dem Ausschuß und der Verwaltung spätestens für den 28. Februar des Jahres vor dem berücksichtigten Haushaltsjahr einen Vorschlag über ein Dreijahresprogramm zukommen.

Dieses Programm umfaßt insbesondere :

- die Beratung des Verwaltungsorgans der anerkannten Einrichtung über den Vorentwurf des Programms;
- eine Beschreibung der durchzuführenden Arbeiten und des Ortes ihrer Durchführung;
- den eventuellen Zusammenhang zwischen dem Programm und den Arbeiten oder den Projekten, die von anderen öffentlichen Behörden geführt werden, insbesondere in bezug auf das Oberflächenwasser;
- eine Rechtfertigungsschrift über die Zweckmäßigkeit, die getroffenen Entscheidungen sowie die Prioritäten, die für jede Arbeit vorgesehen worden sind;
- eine Schätzung der Kosten und der Betriebslasten
- die Durchführungsfristen.

§ 2. Der Ausschuß läßt der Verwaltung innerhalb des Monats sein mit Gründen versehenes Gutachten über den in § 1 erwähnten Vorschlag zukommen.

§ 3. Spätestens am 30. April desselben Jahres legt die Verwaltung dem Minister die Akte und sein mit Gründen versehenes Gutachten vor.

§ 4. Der Minister entscheidet innerhalb des Monats des Empfangs der Akte, die die Verwaltung ihm übermittelt hat. Der Minister leitet der Verwaltung den Bescheid über die Genehmigung zu, und binnen fünfzehn Tagen übermittelt die Verwaltung ihn der anerkannten Einrichtung und dem Ausschuß.

#### Abschnitt 2. — Jahresprogramm

Art. 8. § 1. Jede anerkannte Einrichtung läßt dem Ausschuß und der Verwaltung spätestens am 30. Juni des Jahres vor dem betreffenden Haushaltsjahr ihren Vorschlag über das ausführliche Jahresprogramm für die Entwässerungsarbeiten zukommen.

Dieses Programm umfaßt die Liste der Planungen, Arbeiten, geotechnischen Versuche und Anschaffungen, die im Laufe des Haushaltsjahres vorgenommen werden müssen, und einen Kostenanschlag, wobei ein Unterschied gemacht wird zwischen :

- den in der Ausführung begriffenen Arbeiten, für die es vorher Ausgabeverpflichtungen gab und für die neue Ausgabeverpflichtungen vorzusehen sind;
- den Arbeiten, für die im Laufe des Haushaltsjahres Ausgabeverpflichtungen eingegangen werden müssen.
- Der Vorschlag über das Jahresprogramm muß mit dem Dreijahresprogramm übereinstimmen; es sei denn, es wird bewiesen, daß eine Ausnahme notwendig ist.

§ 2. Binnen zwei Monaten läßt der Ausschuß der Verwaltung sein mit Gründen versehenes Gutachten über den in § 1 erwähnten Vorschlag zukommen.

§ 3. Spätestens am 30. September desselben Jahres legt die Verwaltung dem Minister die Akte und sein mit Gründen versehenes Gutachten vor.

§ 4. Innerhalb des Monats, nachdem der Wallonische Regionalrat die Dekrete zur Festlegung der Haushaltspläne der Einnahmen und der Ausgaben der Wallonischen Region angenommen hat, übermittelt der Minister der Verwaltung das Jahresprogramm, das er genehmigt hat.

Die Verwaltung stellt es der anerkannten Einrichtung und dem Ausschuß binnen fünfzehn Tagen zu.

Die Genehmigung des Ministers gilt, wenn sie zugestellt worden ist, als grundsätzliches Versprechen für die Bewilligung der Zuschüsse.

#### KAPITEL IV. — Bewilligung und Satz der Zuschüsse für die Investitionen

Art. 9. Im Rahmen der verfügbaren Mittel kann der Minister den anerkannten Einrichtungen Zuschüsse für die in Artikel 12 bestimmten Investitionsausgaben gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gewähren.

Art. 10. Für die Berechnung der Zuschüsse werden die Gemeinkosten, die Überwachungskosten und die Kosten für die Planung und die Leitung der Arbeiten nach folgenden Regeln ermittelt :

§ 1. Die Gemeinkosten, ohne die Honorare des Urhebers des Projektes, werden auf den Pauschalsatz von 2,5 % des Betrags der Arbeiten und der geotechnischen Versuche festgelegt.

§ 2. Die Kosten für die effektive Überwachung der Arbeiten werden pauschal auf 4,5 % des Betrags der Arbeiten festgelegt.

§ 3. In bezug auf die Kosten für die Planung und die Leitung der Arbeiten,

1<sup>o</sup> wenn die anerkannte Einrichtung die Planungen selbst ausführt und die Leitung der Arbeiten übernimmt :

a) werden die Kosten für die im Ausschreibungsverfahren vergebenen Arbeiten pauschal festgesetzt :

— auf 8 % des Betrags der Arbeiten für den Teilbetrag bis zu 7 000 000 BF;

— auf 7 % des Betrags der Arbeiten für den Teilbetrag zwischen 7 000 001 BF und 30 000 000 BF;

— auf 6 % des Betrags der Arbeiten für den Teilbetrag über 30 000 000 BF;

b) werden die Kosten für die durch Angebotsaufruf vergebenen Arbeiten pauschal auf 5 % des Betrags der Arbeiten festgesetzt

c) wird der Satz für die durch freihändigen Auftrag vergebenen Arbeiten vom Minister festgelegt, und er darf 5 % des Betrags der Arbeiten nicht überschreiten;

d) werden die Kosten für die Bauwerke, die Stabilitätsberechnungen erfordert haben, pauschal auf 5 % des Betrags der Arbeiten festgelegt, die zu diesen Berechnungen führen.

2. wenn die anerkannte Einrichtung die Planungen und die Leitung der Arbeiten an einen Subunternehmer vergibt, muß der Vertrag dem Ausschuß zur Begutachtung und dem Minister zur Genehmigung vorgelegt werden. Der bezuschußbare Betrag darf weder über dem im Vertrag vorgesehenen Betrag noch über demjenigen liegen, der in Nummer 1 des vorliegenden Paragraphen vorgesehen ist.

§ 4. Der Betrag der Arbeiten, der zu berücksichtigen ist, ist der Gesamtbetrag der Arbeiten ohne MwSt., wobei die eventuellen Verzugsgebühren nicht abgezogen werden.

§ 5. Für die Bestimmung der Endabrechnung in bezug auf die Gemeinkosten, die Überwachungskosten und die Kosten für die Planung und die Leitung der Arbeiten ist der zu berücksichtigende Betrag derjenige der Endabrechnung für die Arbeiten.

Art. 11. Der Satz des Zuschusses für die in Artikel 12 erwähnten Investitionsausgaben ist für einen Zeitraum von drei Jahren auf 83 % ihres Betrags festgelegt. Wenn der Minister beim Ablauf dieses Zeitraums keinen gegenteiligen Beschluß gefaßt hat, gilt dieser Satz für einen weiteren Zeitraum von drei Jahren.

Art. 12 § 1. Folgende Arbeiten werden als Investitionsausgaben betrachtet : die Dränungen, der Bau der Pumpwerke, der Zuführungs- und Druckrohrleitungen, der Sammler und der dazugehörigen Ausrüstungen, der Regenwasserrückhaltebecken, der Ablässe, der Betriebsgebäude sowie sämtliche Arbeiten, die in dem gemäß Artikel 8 vom Minister genehmigten Jahresprogramm stehen.

§ 2. Folgende Kosten bzw. Arbeiten werden ebenfalls als Investitionsausgaben betrachtet :

- 1° die in Artikel 10, §§ 1 bis 3, bestimmten Kosten;
- 2° die Kosten für die Anschaffung oder die Miete der unbeweglichen Güter, die für die Ausführung der Arbeiten unbedingt nötig sind, und zwar :
  - der Preis der Anschaffung bzw. der Miete, so wie er in dem öffentlich beurkundeten Kaufvertrag bzw. in dem Mietvertrag festgelegt ist, und die Enteignungsabfindung, so wie sie aus dem endgültigen Urteil hervorgeht;
  - alle Kosten in Zusammenhang mit der Anschaffung, einschließlich der Absteckungs- und Vermessungskosten, und die Vergütungen für die Mieter;
  - die Verhandlungskosten, die außer bei einer Neufestsetzung durch den Minister auf 4 000 BF pro Anschaffung festgesetzt sind;
- 3° die zur Ausführung der in § 1 erwähnten Arbeiten erforderlichen geotechnischen Versuche, sofern diese vorher vom Ausschuss genehmigt worden sind;
- 4° die zusätzlichen Arbeiten, die unvorhersehbar sind und vom Minister als solche betrachtet werden;
- 5° die Mehrwertsteuer bezüglich der bezuschußbaren Ausgaben, und zwar jedesmal, wenn sie zu zahlen ist;
- 6° die Kosten für die Versicherungskontrolle;
- 7° jede unvorhergesehene Gebühr, die der Auftragnehmer schuldet, sofern diese ausdrücklich vom Ausschuss genehmigt worden ist;
- 8° sofern die Schuld nicht der anerkannten Einrichtung zuschreiben ist, alle Verteidigungskosten, einschließlich der Honorare der Rechtsanwälte, der Sachverständigen und der zu diesem Zweck hinreichend begründeten Leistungen der anerkannten Einrichtung, sowie die Entschädigungen, zu deren Zahlung sie verurteilt werden könnte;
- 9° der Ausgleichsaldo für die Wertangleichung der Jahre 1980-1983.

Art. 13. Wenn die anerkannte Einrichtung von anderen, nationalen oder internationalen, Personen öffentlichen Rechts finanzielle Beihilfen für Entwässerungsarbeiten erhält, wird der Betrag dieser Beihilfen von dem durch die Region gewährten Zuschuß abgezogen, damit der Gesamtbetrag der Zuschüsse nicht den der in Artikel 12 erwähnten Ausgaben überschreitet.

Art. 14 § 1. Die Zusage und die Auszahlung der Zuschüsse erfolgen auf der Grundlage von viermonatlichen Berichten, die von den anerkannten Einrichtungen erstellt werden und über die der Ausschuss ein mit Gründen versehenes Gutachten abgegeben hat.

§ 2. Im Laufe des ersten Monats eines jeden Zeitraums von vier Kalendermonaten übermittelt der Ausschuss der Verwaltung einen Antrag auf Zusage der Zuschüsse für diese vier Monate.

Dieser Antrag umfaßt einen Bericht über die Planungen, die vergebenen Arbeiten, die Kosten, die mit den Vorgängen gemäß Artikel 12, § 2, verbunden sind, die Gemeinkosten im Sinne von Artikel 10, § 1, die Überwachungskosten im Sinne von Artikel 10, § 2, die Kosten für die Planung und die Leitung der Arbeiten im Sinne von Artikel 10, § 3.

Der Antrag sowie die Akten und die dazugehörigen Belegstücke entsprechen den in den Artikeln 7 und 8 erwähnten Programmen.

Die Zusage der Zuschüsse erfolgt auf der Grundlage des in diesen Berichten enthaltenen Betrags nach Überprüfung der Verwaltung und Genehmigung des Ministers.

§ 3. 1° Im Laufe des ersten Monats eines jeden Zeitraums von vier Kalendermonaten übermittelt der Ausschuss der Verwaltung einen Antrag auf Auszahlung der Zuschüsse für diese vier Monate.

2° Dieser Antrag umfaßt :

- a) einen Bericht, dem die Belegstücke beiliegen und in dem pro Gegenstand die Ausgaben angegeben sind, die die anerkannten Einrichtungen während der vier vorangehenden Monate vorgenommen haben;
- b) einen Bericht, in dem pro Gegenstand die Ausgaben angegeben sind, die die anerkannten Einrichtungen während dieser vier Monate vornehmen wollen für die in Artikel 12 erwähnten Arbeiten und Kosten, die bereits den Gegenstand eines Zusageverfahrens gebildet haben.

3° Nach Überprüfung der Verwaltung und Genehmigung des Ministers wird der viermonatliche Zuschuß ausgezahlt auf der Grundlage des Betrags der in Nummer 2, Lit. a, und Nummer 2, Lit. b, des vorliegenden Paragraphen erwähnten Berichte, nach Abzug der Zuschüsse, die bereits für dieselben Arbeiten gewährt worden sind.

§ 4. Die Zusage für die Übernahme der in Artikel 10, § 2, erwähnten Überwachungskosten und deren Auszahlung erfolgen zur gleichen Zeit wie die Arbeiten, auf die sie sich beziehen.

§ 5. Die Zusage für die Übernahme der in Artikel 10, § 3, erwähnten Kosten für die Planung und Leitung der Arbeiten und der in Artikel 10, § 1, erwähnten Gemeinkosten und ihre Auszahlung erfolgen folgendermaßen :

- 60 % bei der Genehmigung des Vorentwurfs durch den Minister, und zwar auf der Grundlage der Schätzung der Arbeiten;
- 70 % (nach Abzug des vorherigen Vorschusses) bei der Genehmigung des Entwurfs durch den Minister, und zwar auf der Grundlage der Schätzung des Entwurfs;
- 80 % (nach Abzug der vorherigen Vorschüsse) bei der Genehmigung des Zuschlags, und zwar auf der Grundlage des Betrags des Zuschlags;
- 100 % (nach Abzug der vorherigen Vorschüsse) bei der Genehmigung der Endabrechnung über die Arbeiten, und zwar auf der Grundlage des Betrags der Arbeiten ohne MwSt. und ohne Abzug der eventuellen Verzugsgebühren.

#### Kapitel V. — Bewilligung und Satz der Zuschüsse für die Betriebskosten

Art. 15. Im Rahmen der verfügbaren Mittel kann die Exekutive den anerkannten Einrichtungen Zuschüsse für die in Artikel 17 bestimmten Betriebskosten gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses gewähren.

Art. 16. Der Satz des Zuschusses für die Betriebskosten wird für einen Zeitraum von drei Jahren auf 75 % der in Artikel 17 erwähnten Ausgaben festgelegt. Wenn der Minister beim Ablauf dieses Zeitraums keinen gegenteiligen Beschluß gefaßt hat, gilt dieser Satz für einen weiteren Zeitraum von drei Jahren.



## Abschnitt 1. — Zulässige Ausgaben

**Art. 17.** Die Ausgaben für die Betreibung der Entwässerungsanlagen, die im Hinblick auf die Bewilligung eines Zuschusses berücksichtigt werden können, sind folgende :

- 1° die in Artikel 18 erwähnten Personalkosten;
- 2° die in Artikel 19 erwähnten Kosten für die Lieferung verschiedener Güter bzw. die Erbringung verschiedener Dienstleistungen;
- 3° die in Artikel 20 erwähnten allgemeinen Verwaltungskosten;
- 4° die in Artikel 21 erwähnten Verzugszinsen;
- 5° die Gebühren, Abgaben und Steuern;
- 6° die finanziellen Lasten, die aus den Anleihen hervorgehen, die die Gemeinden im Bereich der Entwässerung vor dem 31. Dezember 1986 gezeichnet haben.

**Art. 18.** Die Personalkosten umfassen :

- 1° die Kosten für das Personal, das zur Betreibung der Entwässerungsanlagen sowie zur laufenden Verwaltung eingeteilt ist;
- 2° die Kosten für das Personal des Sitzes, das beauftragt ist mit jeglicher technischen Aufgabe, mit der Führung und der Abfassung der Buchungsunterlagen.

Die Löhne bis zu dem Betrag des am 1. Juli 1989 von den anerkannten Einrichtungen angewandten Besoldungsstatuts, die damit verbundenen Arbeitgeberbeiträge, die Beiträge für die Ruhestands und Hinterbliebenenpensionen sind in den in Absatz 1, Nr. 1, erwähnten Kosten einbegriffen.

Die anderen sozialen Vorteile oder Personalkosten, wie z.B. die Versicherungen, die Fahrt, Aufenthalts und Ausbildungskosten, sind ebenfalls darin einbegriffen, wenn die Verwaltung ihr Einverständnis dazu gegeben hat.

Die Änderungen des Besoldungsstatuts, die nicht mit dem Gehaltstarif und dem Preisindex verbunden sind, werden nicht berücksichtigt, wenn die Exekutive binnen 90 Tagen, nachdem die Verwaltung den Antrag erhalten hat, keinen gegenteiligen Beschluß gefaßt hat.

Die in Absatz 1, Nr. 2, erwähnten Kosten für das Personal des Sitzes werden pauschal auf 7,5 % der in Absatz 1, Nr. 1, erwähnten Personalkosten berechnet.

**Art. 19.** Die Kosten für die Lieferung verschiedener Güter bzw. die Erbringung verschiedener Dienstleistungen umfassen :

- 1° die Betriebslieferungen, insbesondere Elektrizität, Wasser, Heizöl, Gas, Telefon;
- 2° die Aufbereitung, die Beseitigung, die Ablagerung des Schlamms;
- 3° die Lieferung von Putz und Pflegemitteln, von Material und Geräten und von Werkzeugen, die Kosten für die Ausstattung des Personals;
- 4° die Instandhaltung und die Instandsetzung des Materials, der Ausstattung, der Anlagen und der Gebäude;
- 5° die Bezahlung der Drittpersonen, insbesondere die Kosten für die Vergabe an Subunternehmer, die Miete, den Unterhalt der Umgebung der Entwässerungsanlagen;
- 6° die Kosten für die Betriebsfahrzeuge, wie z.B. die Kosten für den Kauf, die langfristige Miete, den Unterhalt, die Reparatur, den Treibstoff, das Öl und das Schmierfett, die Abschreibung und die finanziellen Lasten bezüglich der Fahrzeuge, die in der Liste des in Artikel 26 § 1, Nr. 2, erwähnten Voranschlags aufgeführt sind;
- 7° die Kosten für die Versicherung der Betriebsfahrzeuge und der Entwässerungsanlagen;

Die Exekutive kann die Bewilligung des Zuschusses für diese Kosten von der Genehmigung der Versicherungsverträge abhängig machen.

8° die Gerichtskosten, einschließlich der Honorare der Rechtsanwälte, der Sachverständigen und die zu diesem Zweck hinreichend begründeten Leistungen der Einrichtung für die Entwässerung sowie die Entschädigungen, zu deren Zahlung sie verurteilt werden könnte, und zwar unter der Bedingung, daß diese nicht durch Verschulden der Einrichtung entstanden sind.

**Art. 20. § 1.** Die allgemeinen Verwaltungskosten sind die von der anerkannten Einrichtung getragenen Ausgaben, die nicht unter alle in den Artikeln 18 und 19 bestimmten tatsächlichen Betriebskosten fallen, die die anerkannten Einrichtungen während des abgelaufenen Haushaltsjahres getragen haben, namentlich :

- 1° die Kosten für die Tätigkeit der Verwaltungsorgane, die sich aus dem Verwaltungsrat, der Generalversammlung, den Kommissaren und den Betriebsrevisoren zusammensetzen;
- 2° die Kosten für das Personal der allgemeinen Dienste, die insbesondere aus der Generaldirektion, der Rechtsabteilung, dem Rechnungsprüfungsdirektor, dem technischen Direktor bestehen;
- 3° die Kosten für die Benutzung der Räume des Sitzes, wie z.B. Abschreibungen und finanzielle Lasten in bezug auf nichtbezuschulte Anschaffungen, Mieten, Mietnebenkosten, Unterhalt, Versicherungen, Heizung, Beleuchtung, Abschreibungen und finanzielle Lasten oder Miete in bezug auf Mobiliar und Büromaterial,
- 4° die Verbrauchskosten, die mit der Arbeit in den Räumen des Sitzes verbunden sind, wie z.B. Bürobedarf, Grundgebühren, Telefon.

§ 2. Die allgemeinen Verwaltungskosten werden für alle Entwässerungsanlagen pauschal auf der Grundlage der tatsächlichen jährlichen Betriebskosten mit Ausnahme der in Artikel 17, Nr. 6, erwähnten finanziellen Lasten wie folgt festgelegt :

Betriebskosten (X) in Millionen BF	Pauschale Gemeinkosten in Millionen BF
weniger als 10	10 % von X
10 < X < = 20	1 + 8 % von (X - 10)
20 < X < = 30	1,8 + 4,5 % von (X - 20)
30 < X < = 40	2,25 + 1,5 % von (X - 30)
40 < X < = 50	2,4 + 1 % von (X - 40)
mehr als 50	5 % von X

**Art. 21.** Die Verzugszinsen, die zum gesetzlichen Zinssatz berechnet werden, sind zahlbar, sofern die anerkannte Einrichtung das Datum für die Einreichung ihrer Schulforderungen eingehalten hat.

**Art. 22.** Die Zweckmäßigkeit jeglicher Reparatur, jeglicher Wartung oder jeglicher Anschaffung von Ersatzteilen oder jeglicher anderen Kosten, die mit mehr als 300 000 BF veranschlagt werden, muß vorher von der Verwaltung anerkannt werden.

*Abschnitt 2. — Einfluß der Betriebseinnahmen auf die Zuschüsse*

**Art. 23.** Die Zuschüsse entsprechen den in Artikel 17 erwähnten Betriebsausgaben nach Abzug der Betriebseinnahmen.

Die eventuellen Betriebseinnahmen werden bis zu 75 % berücksichtigt.

*Abschnitt 3. — Verfahren für die Bewilligung der Zuschüsse*

**Art. 24.** Am 15. Mai eines jeden Jahres unterbreitet die anerkannte Einrichtung dem Ausschuss den Voranschlag der Verwaltungskosten des folgenden Rechnungsjahres auf der Grundlage der Betriebskosten des vorhergehenden Rechnungsjahres.

**Art. 25.** Im Voranschlag werden die Kosten für die im Laufe des Jahres in Betrieb zu setzenden Anlagen im Verhältnis zur Anzahl vorzusehender Betriebstage berechnet, wobei das Datum der vorläufigen Abnahme als Datum der Inbetriebnahme gilt.

**Art. 26. § 1.** Der Voranschlag gibt folgendes an :

1° den Stellenplan für das Betriebspersonal, den Lohnaufwand für dieses Personal, seine jeweilige Qualifikation, seine jeweilige dienstliche Verwendung, die Einzeldarstellung der Funktionen;

2° die ausführliche Liste der Fahrzeuge, das Datum ihrer Anschaffung und ihren jeweiligen Kaufpreis, die Abschreibung, die vorhersehbaren Anschaffungen und deren Kosten;

3° die wichtigen Ausgaben, die nicht mit dem laufenden Betrieb verbunden sind.

§ 2. Der Ausschuss gibt sein mit Gründen versehenes Gutachten über den Voranschlag ab. Er läßt der Verwaltung die Akte spätestens am 30. Juni vor dem erwähnten Rechnungsjahr zukommen.

**Art. 27.** Wenn die anerkannte Einrichtung von anderen, nationalen oder internationalen, privat oder öffentlichrechtlichen Personen andere als die in Artikel 23 erwähnten finanziellen Beihilfen für die Verwaltungskosten erhält, wird der Zuschuß der Region so reduziert, daß der Gesamtbetrag der Beihilfen den Betrag der Verwaltungskosten nicht übersteigt.

*Abschnitt 4. — Auszahlung der Zuschüsse*

**Art. 28. § 1.** Die Zuschüsse werden der anerkannten Einrichtung auf der Grundlage des in den Artikeln 24 bis 26 erwähnten Voranschlags gemäß folgenden Regeln ausgezahlt :

1° 25 % des bezuschußbaren veranschlagten Jahresbetrags werden am 1. April eines jeden Jahres gegen Vorlage einer Schuldforderung ausgezahlt, die der Verwaltung spätestens am 15. Dezember des vorangehenden Jahres übermittelt worden ist;

2° 20 % des bezuschußbaren veranschlagten Jahresbetrags werden am 1. Juni, am 1. August und am 1. November eines jeden Jahres gegen Vorlage einer Schuldforderung ausgezahlt, die der Verwaltung spätestens am 28. Februar, 31. Mai bzw. 31. August übermittelt worden ist.

§ 2. Der Restbetrag der Zuschüsse wird ausgezahlt, nachdem eine Schuldforderung vorgelegt worden ist und die Verwaltung die in Artikel 29, § 2, erwähnte zusammenfassende Liste überprüft hat. Zu diesem Zweck kann der Minister einen Betriebsrevisor bestellen, der die Eigenschaft eines Mitglieds des Instituts der Betriebsrevisoren hat.

Die Auszahlung des Restbetrags der Zuschüsse erfolgt spätestens neunzig Tage, nachdem die Verwaltung die vollständige Akte mit der Schuldforderung erhalten hat.

**Art. 29. § 1.** Spätestens am 15. Mai, am 15. August und am 15. November eines jeden Jahres übermittelt jede anerkannte Einrichtung der Verwaltung die Belege für die Verwaltungskosten, die während des vorangehenden Quartals getragen worden sind und sich auf die Entwässerungsanlagen beziehen.

§ 2. Spätestens am 31. März eines jeden Jahres übermittelt jede anerkannte Einrichtung der Verwaltung die zusammenfassende Liste der Verwaltungskosten, die während des vorangehenden Jahres getragen worden sind, sowie die Belege für das 4. Quartal.

Nach Überprüfung schlägt die Verwaltung dem Minister die Auszahlung des Restbetrags der Zuschüsse und die Zusage der Beträge vor, die eventuell nicht durch die ursprüngliche Zusage gedeckt sind.

**Art. 30.** Die Verwaltungskosten für die Anlagen, die im Laufe des Jahres in Betrieb genommen werden, werden ab dem Tag der Inbetriebnahme berechnet.

Die anerkannte Einrichtung teilt der Verwaltung mindestens 15 Tage im voraus das Datum der Inbetriebnahme jeder Anlage oder jeden Teils einer Anlage mit.

*KAPITEL VI. — Aufhebungsbestimmung*

**Art. 31.** Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 zur Organisierung der Entwässerung wird aufgehoben.

*KAPITEL VI. — Übergangsbestimmung*

**Art. 32.** Ab Inkrafttreten vorliegenden Erlasses und bis Inkrafttreten der Artikel 15 bis 30 vorliegenden Erlasses finden die Artikel 16 bis 19 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 zur Organisierung der Entwässerung weiterhin Anwendung.

*KAPITEL VIII. — Schlußbestimmungen*

**Art. 33.** Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1991 in Kraft. Dies gilt nicht für die Artikel 15 bis 30, die am 1. Januar 1992 in Kraft treten.

**Art. 34.** Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, ist mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, 28. Februar 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,  
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschußten Arbeiten und dem Wasser,

A. VAN DER BIEST

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 91 — 1914

[C — 27327]

28 FEBRUARI 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende regeling van de ontwatering

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 18, tweede lid, en artikel 20, § 2;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 22 november 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken, belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen en erkenning van de ontwateringsinrichtingen*

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- « Executieve » : de Waalse Gewestexecutieve;
- « Minister » : de Minister van Binnenlandse Zaken, belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest;
- « Bestuur » : de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest — Afdeling Water;
- « Ontwateringswerken » : de werken uitgevoerd met het oog op het voorkomen van overstromingen als gevolg van mijnverzakkingen van de grond of het verhelpen aan deze overstromingen door het oprichten van kunstwerken;
- « Zuiveringsinstellingen » : de door de Executieve als zuiveringsinstellingen erkende verenigingen van gemeenten, overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging.

Art. 2. De zuiveringsinstellingen die in hun rechtsgebied zones hebben met mijnverzakkingen veroorzakende overstromingen kunnen erkend worden door de Executieve om ontwateringswerken uit te voeren en de daaraan verbonden kunstwerken te exploiteren.

In dit geval moeten die instellingen een afzonderlijke boekhouding voor de ontwateringswerken voeren.

Die instellingen worden hiernavolgend « erkende instellingen » genoemd.

HOOFDSTUK II. — *Waals Comité voor Ontwatering*

Art. 3. Een Waalse Comité voor Ontwatering hiernavolgend « het Comité » genoemd, wordt opgericht.

Het Comité bestaat uit vier leden die in het onderwyzend of wetenschappelijk personeel van de in het Waalse Gewest bevestigde Faculteiten van Toegepaste Wetenschappen wegens hun bevoegdheid in het behandeld onderwerp door de Minister worden gekozen. Hun mandaat duurt 4 jaar. Het kan verlengd worden.

Het lid waarvan de opdracht verstrijkt, blijft in dienst totdat de Minister zijn mandaat verlengt of dit lid vervangt.

De Minister wijst een voorzitter aan onder de door het Comité voorgedragen leden.

De Executieve wordt vertegenwoordigd bij het Comité door de Directeur-generaal van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde.

De erkende instellingen kunnen zich laten vertegenwoordigen bij de vergaderingen van het Comité met raadgevende stem en de inschrijving van punten in de dagorde vragen.

Het secretariaat van het Comité wordt waargenomen door een ambtenaar van het bestuur.

Het Comité stelt zijn reglement van orde vast welk het aan de goedkeuring van de Minister voorlegt.

Art. 4. Het Comité neemt de volgende opdrachten op zich :

- 1° Het stelt aan de Minister voor, na raadpleging van de erkende instellingen en van de betrokken gemeenten, een plan van de geografische zones waar ontwateringswerken rechtvaardigd zijn en houdt dit plan bij.
- 2° Het stelt aan de Minister voor de in artikel 7 bedoelde voorstellen van driejaarlijks programma en de in artikel 8 bedoelde voorstellen van jaarlijks programma samen met zijn met redenen omkleed advies.
- 3° Het brengt, overeenkomstig artikel 14, een met redenen omkleed advies uit over de aanvragen om aanwending en vereffening van de subsidies.
- 4° Het oefent het hoge toezicht en de wetenschappelijke controle op het verloop van de ontwateringswerken uit.
- 5° Het onderzoekt de dossiers vanuit hun wetenschappelijk en technische standpunt en rekening houdend met de administratieve en financiële verplichtingen, vanaf hun opmaking tot hun verwezenlijking. Het richt de studies naar de meest geschikte oplossingen, rekening houdend met de evolutie van de huidige bouwtechnieken inzake ontwatering.
- 6° Het brengt, overeenkomstig de artikelen 24, 25 en 26, een met redenen omkleed advies uit over de dossiers betreffende de werkingskosten.
- 7° Het stelt aan de Minister voor elke expertise of studievoorstel dat het in het kader van de ontwatering noodzakelijk acht.

Art. 5. Bij de vergadering van het Comité genieten de leden, de vertegenwoordiger van de Executieve en zijn medewerkers de terugbetaling van de verplaatsingskosten overeenkomstig de modaliteiten voorzien in het koninklijk besluit van 24 december 1984 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfskosten toegekend aan de personeelsleden der Ministeries en in het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten zoals later gewijzigd.

De leden van het Comité worden voor de toepassing van de voormelde besluiten gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 15.

**Art. 6.** De vier leden van het Comité genieten een jaarlijkse forfaitaire uitkering die ten laste van het Waalse Gewest komt.

Het bedrag van die uitkering wordt vastgesteld door de Minister.

### HOOFDSTUK III. — Programmatie van de investeringen

#### Afdeling 1. — Driejaarlijks programma

**Art. 7. § 1.** Elke erkende instelling richt uiterlijk op 28 februari van het jaar voorafgaand het betrokken begrotingsjaar een voorstel van driejaarlijks programma aan het Comité en aan het Bestuur.

Dit programma bestaat met name uit :

- de beraadslaging van het beheerorgaan van de erkende instelling over het voorontwerp van programma;
- een beschrijving van de uit te voeren werken evenals hun localisatie;
- de eventuele samenhang van het programma met door andere openbare overheden beheerde werken of ontwerpen, inzonderheid met wat betrekking heeft op het oppervlaktewater;
- een nota waaruit blijkt dat de opportuniteit, de behouden opties evenals de voorrangen welke voorzien zijn voor elk werk;
- een raming van de exploitatiekosten en lasten;
- de uitvoeringstermijnen.

§ 2. Binnen de maand bezorgt het Comité zijn met redenen omkleed advies over het in § 1 bedoeld voorstel aan het bestuur.

§ 3. Het bestuur stelt uiterlijk op 30 april van hetzelfde jaar het dossier, alsmede zijn met redenen omkleed advies aan de Minister voor.

§ 4. De Minister beslist binnen een maand na ontvangst van het door het bestuur bezorgd dossier. De kennisgeving van de goedkeuring wordt door de Minister aan het bestuur gericht dat ze binnen vijftien dagen aan de erkende instelling en aan het Comité meedeelt.

#### Afdeling 2. — Jaarlijks programma

**Art. 8. § 1.** Elke erkende instelling richt uiterlijk op 30 juli van het jaar voorafgaand het betrokken begrotingsjaar een voorstel haar omstandig voorstel van jaarlijks programma van de ontwateringswerken.

Dit programma omvat de lijst van de tijdens het boekjaar uit te voeren studies, werken, goetechische proeven en aankopen, met een kostraming waarin een onderscheid wordt gemaakt tussen :

- de werken in uitvoering die al het onderwerp zijn geweest van een vorige begrotingsaanvordering en waarvoor nieuwe toepassingen voorzienbaar zijn;
- de tijdens het boekjaar aan te vatten werken.

Het voorstel van jaarlijks programma moet met het driejaarlijks programma overeenstemmen, behalve uitzondering waarvan de noodzaak wordt bewezen.

§ 2. Binnen twee maanden richt het Comité aan het bestuur zijn met redenen omkleed advies over het in § 1 bedoeld voorstel.

§ 3. Het bestuur bezorgt uiterlijk op 30 september van hetzelfde jaar, het dossier aan de Minister samen met zijn gemotiveerde advies.

§ 4. Binnen de maand die de goedkeuring door de Waalse Gewestraad van de decreten houdende de begrotingen van de opbrengsten en uitgaven van het Waalse Gewest deelt de Minister mede aan het bestuur het jaarlijks programma dat hij goedgekeurd heeft.

Het Bestuur maakt het bekend binnen vijftien dagen aan de erkende instelling en aan het Comité.

De goedkeuring door de Minister geldt wanneer zij betekend wordt, als beginselbelofte tot toekenning van de subsidies.

### HOOFDSTUK IV. — Toekenning et voet van de subsidies voor de investeringen

**Art. 9.** Binnen de perken van de beschikbare kredieten kunnen subsidies toegekend worden door de Minister overeenkomstig de bepalingen van dit besluit aan de erkende instellingen voor de in het hierna volgend artikel 12 bepaalde investeringsuitgaven

**Art. 10.** Voor de berekening van de subsidies worden de algemene kosten, toezichts, studie en werkleidingskosten bepaald overeenkomstig de volgende regels :

§ 1. de andere algemene kosten dan het honorarium van de ontwerper worden forfaitair vastgesteld op 2,5 % van het bedrag van de werken en van de geotechnische proeven.

§ 2. de kosten van werkelijk toezicht van de werken worden forfaitair vastgesteld op 4,5 % van het bedrag van de werken.

§ 3. Wat de studie en werkleidingskosten betreft :

- 1° Wanneer de erkende instelling zelf de studies verricht en de leiding van het werk waarneemt :
  - a) voor de bij aanbesteding gegunde werken worden de kosten forfaitair vastgesteld op 8 % van het bedrag van de werken voor de tranche tot 700 000 F;
    - op 7 % van het bedrag van de werken voor de tranche begrepen tussen 700 001 F en 30 000 000 F;
    - op 6 % van het bedrag van de werken voor de tranche boven 30 000 000 F;
  - b) voor de door offerteaanvraag gegunde werken worden de kosten forfaitair vastgesteld op 5 % van het bedrag van de werken;
  - c) voor de door onderhandse opdrachten gegunde werken wordt de rentevoet door de Minister vastgesteld en wordt tot maximum 5 % van het bedrag van de werken beperkt;
  - d) voor de kunstwerken die aanleiding hebben gegeven aan stabiliteitsberekeningen, worden de kosten forfaitair vastgesteld op 5 % van het bedrag van de werken waarvoor die berekeningen noodzakelijk zijn;

2° Wanneer de erkende instelling de studies en de leiding van het werk onderaanbestedt, moet de overeenkomst voor advies aan het Comité en voor goedkeuring aan de Minister worden voorgelegd. Het bedrag van de subsidie mag niet hoger zijn dan het in de overeenkomst voorziene bedrag noch dan het bedrag voorzien in punt 1° van die paragraaf.

§ 4. Het bedrag van de in aanmerking te nemen werken is het totaal bedrag van de werken, exclusief BTW, eventuele boeten voor te late oplevering niet afgetrokken.

§ 5. Voor de berekening van de eindafrekening van de algemene onkosten, toezichts, studie en leidingskosten van de werken, is het in aanmerking te nemen bedrag dat van de eindafrekening van de werken.

**Art. 11.** De subsidiëringsvoet van de in artikel 12 bedoelde investeringsuitgaven wordt vastgesteld op 83 % van hun bedrag voor een periode van drie jaar. Behalve andersluidende beslissing van de Minister bij het vervallen van die periode wordt deze verlengd met een nieuwe periode van drie jaar.

**Art. 12. § 1.** Worden beschouwd als investeringsuitgaven de afwateringswerken, de bouwwerken van pompstations, toever en persleidingen, verzamelriolen en de eraan verbonden voorzieningen, buffervijvers, afvoerriolen, exploitatiegebouwen, alsmede alle werken vermeld in het door de Minister overeenkomstig artikel 8 goedgekeurde jaarlijks programma.

§ 2. Worden ook beschouwd als investeringsuitgaven de hierna vermelde kosten en werken :

- 1° de in artikel 10, §§ 1 tot 3, bepaalde kosten;
- 2° de aankoop of verhuurkosten van de onroerende goederen die voor de uitvoering van de werken volstrekt noodzakelijk zijn; met name :
  - de aankoop of huurprijs zoals hij vastgesteld is in de authentieke verkoopakte of in de verhuuringsovereenkomst en de onteigeningsvergoeding zoals zij uit de vaste vonnis voortkomt;
  - alle kosten met betrekking tot het aankopen, met inbegrip van de afpalingen en metingskosten, de aan de huurders verschuldigde vergoedingen;
  - de verhandelingskosten vastgesteld op 4 000 F per aankoop, behalve herziening door de Minister;
- 3° de geotechnische proeven die met het oog op de uitvoering van de in § 1 bedoelde werkzaamheden noodzakelijk zijn voor zover die proeven vooraf door het Comité goedgekeurd werden;
- 4° de bijkomende onvoorzienbare werken en als zodanig beoordeeld door de Minister;
- 5° de belasting op de toegevoegde waarde betreffende de uitgaven die aanleiding tot de subsidie geven telkens zij verschuldigd is;
- 6° de kosten van verzekeringcontrole
- 7° elke onvoorziene belasting verschuldigd door de aannemer voor zover zij door het Comité uitdrukkelijk wordt goedgekeurd;
- 8° voor zover de erkende instelling niet voor de fout verantwoordelijk gesteld wordt, alle kosten met betrekking tot de gerechtsverweer, met inbegrip van het honorarium van de advocaten, experts en prestaties van de erkende instelling daartoe behoorlijk gemotiveerd, alsmede de vergoedingen die zij veroordeeld zou worden te betalen;
- 9° het inhaaisaldo van de herwaarderingsmeerwaarde voor de jaren 1990 tot 1993;

**Art. 13.** Indien de erkende instelling financiële tegemoetkomingen geniet vanwege andere publiekrechtelijke, nationale of internationale personen met als doel ontwateringswerken, wordt het bedrag van die tegemoetkomingen afgetrokken van de door het Gewest toegekende subsidie zodat de subsidiepercentage niet hoger is dan 100 %.

**Art. 14. § 1.** De aanwending en de vereffening van de subsidies gebeuren op basis van viermaandelijke staten opgesteld door de erkende instellingen en waarover het Comité een met redenen omkleed advies heeft uitgesproken.

§ 2. Tijdens de eerste maand van elk viermaandelijks kalender tijdvak bezorgt het Comité aan het bestuur een aanvraag om aanwending van de subsidies voor dit viermaandelijks tijdvak.

Deze aanvraag bevat een staat van de studies, van de toegewezen werken, van de overeenkomstig artikel 12, § 2, aan de aannemingen verbonden kosten, van de algemene kosten overeenkomstig artikel 10, § 1, van de toezichtskosten overeenkomstig artikel 10, § 2, overeenkomstig artikel 10, § 2, van de studie en leidingskosten van de werken overeenkomstig artikel 10, § 3.

De aanvraag moet, evenals de eraan verbonden dossiers en bewijsstukken, overeenstemmen met de in de artikelen 7 en 8 bedoelde programma's.

De subsidies worden aangewend op basis van het bedrag van deze staten na nazicht door het bestuur en goedkeuring door de Minister.

§ 3. 1° Tijdens de eerste maand van elk viermaandelijks tijdvak bezorgt het Comité aan het bestuur een aanvraag om vereffening van de subsidies voor dit viermaandelijks tijdvak.

2° Deze aanvraag bevat :

- a) een staat vergezeld van bewijsstukken aanduidend per onderwerp de door de erkende instellingen tijdens het vorige viermaandelijks tijdvak gedane uitgaven;
- b) een staat aanduidend per onderwerp de kosten welke de erkende instellingen tijdens dit viermaandelijks tijdvak voornemens zijn uit te voeren voor de werken en kosten bedoeld in artikel 12 en welke reeds het onderwerp waren van een aanwendingsprocedure;
- 3° Na nazicht door het bestuur en goedkeuring door de Minister wordt de viermaandelijke subsidie vereffend op basis van het bedrag van de in 2°, a, 2°, b, van die paragraaf bedoelde staten na aftrek van de voor dezelfde werken al toegekende subsidies.

§ 4. De in artikel 10, § 2, bedoelde toezichtskosten worden aangewend en vereffend tezelfder tijd dan de werken waarop zij betrekking hebben.

§ 5. De in artikel 10, § 3 en § 4, bedoelde studie en werkleidingskosten en de in artikel 10, § 1, bedoelde algemene onkosten worden aangewend en vereffend volgens de als volgt :

- 60 % bij de goedkeuring van het voorontwerp door de Minister op basis van de raming van de werken;
- 70 % (na aftrek van het vorige voorschot) bij de goedkeuring van het ontwerp door de Minister op basis van de raming van het ontwerp;
- 80 % (na aftrek van de vorige voorschotten) bij de goedkeuring van de aanbesteding op basis van het bedrag van deze aanbesteding;
- 100 % (na aftrek van de vorige voorschotten) bij de goedkeuring van de eindrekening van de werken op basis van het bedrag van de werken, exclusief BTW, eventuele boeten wegens te late oplevering niet afgetrokken.

#### HOOFDSTUK V. — Toekenning en subsidiëringsvoet voor de exploitatiekosten

**Art. 15.** Binnen de perken van de beschikbare kredieten kunnen overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, subsidies toegekend worden door de Executieve aan de erkende instellingen voor de in artikel 17 bepaalde exploitatieuitgaven.

**Art. 16.** De subsidievoet van de exploitatiekosten is vastgesteld voor een termijn van drie jaar op 75 % van de in artikel 17 bedoelde uitgaven. Behalve andersluidende beslissing van de Minister bij het vervallen van die termijn wordt die percentage verlengd voor een nieuwe termijn van drie jaar.

*Afdeling 1. — Toelaatbare uitgaven*

**Art. 17.** De exploitatieuitgaven van de afwateringswerken welke aanleiding kunnen geven tot de toekenning van een subsidie zijn de volgende :

- 1° de in artikel 18 bedoelde personeelskosten;
- 2° de in artikel 19 bedoelde kosten voor de levering van verschillende goederen en erfdienstbaarheden;
- 3° de in artikel 20 bedoelde algemene onkosten;
- 4° de in artikel 21 bedoelde interesten wegens te late oplevering;
- 5° de vergoedingen, belastingen en taksen;
- 6° de financiële lasten ten gevolge van de leningen ingeschreven voor 31 december 1986 door de gemeenten inzake afwatering.

**Art. 18.** De personeelskosten omvatten :

- 1° de kosten van het personeel bestemd voor de exploitatie van de afwateringsinrichtingen, alsmede voor het lopend administratief beheer;
- 2° de kosten van het personeel van de zetel belast met alle technische opdrachten, met het houden van de boekhouding en het opmaken van de rekenplichtige documenten.

De lonen ten belope van het op 1 juli 1989 door de erkende instellingen toegepaste geldstatuut, de eraan verbonden werkgeverlasten, de bijdragen voor de rustpensioen en overlevingsstelsel worden begrepen in de in het eerste lid, 1°, bedoelde kosten.

Mits instemming van het bestuur worden eveneens daarin begrepen, de andere maatschappelijke voordelen of personeelskosten zoals verzekeringen, verplaatsings, verblijf en formatiekosten.

Er wordt geen rekening gehouden met wijzigingen in het geldstatuut buiten schaal en buiten index, behalve tegengestelde beslissing van de Executieve binnen 90 dagen na de ontvangst van de aanvraag door het bestuur.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde kosten van het personeel van de zetel wordt forfaitair geraamd op 7,5 % van de in het eerste lid, 1°, bedoelde personeelskosten.

**Art. 19.** De kosten wegens levering van verschillende goederen en erfdienstbaarheden omvatten :

- 1° de exploitatieleveringen inzonderheid op elektriciteit, water, gazole, gas, telefoon;
- 2° de behandeling, opruiming en storting van het slijk;
- 3° de onderhoudsbenodigdheden, het klein materieel en de werktuigen, de uitrustingskosten van het personeel;

4° het onderhoud en het herstel van het materieel, de uitrusting, de inrichtingen en van de gebouwen;

5° de beloning van derden, inzonderheid op de toeleverings, verhuuringskosten en de kosten verbonden aan het onderhoud van de omgevingen van de afwateringsinrichtingen;

6° de kosten van de exploitatievoertuigen zoals de kosten met betrekking tot de aankoop, de verhuring op lange termijn, het onderhoud, het herstel van die voertuigen, de aankoopkosten van brandstoffen, olie en vet, de aflossingskosten en de financiële lasten met betrekking tot de voertuigen vermeld in de lijst van de in artikel 26, § 1, 2°, bedoelde raming;

7° de verzekeringskosten van de exploitatievoertuigen en van de afwateringsinrichtingen.

De Executieve kan de toekenning van de subsidie van die kosten afhankelijk maken van de goedkeuring van de verzekeringspolis;

8° op voorwaarde dat zij niet het gevolg zijn van een aan de afwateringsinstelling te wijten fout, de daartoe behoorlijk gemotiveerde gerechtskosten, met inbegrip van het honorarium van de advocaten en experts, de prestaties van de afwateringsinstelling, alsmede de vergoedingen waartoe hij veroordeeld zou worden.

**Art. 20. § 1.** De algemene administratieve kosten zijn de door de erkende instelling gedragen uitgaven die niet opgenomen zijn in de totale reële exploitatiekosten die tijdens het afgelopen begrotingsjaar door de erkende instellingen werden gedragen zoals bepaald in de artikelen 18 en 19, inzonderheid :

1° de werkingskosten van de beheerorganen met name : de raad van beheer, de algemene vergadering, de commissarissen en bedrijfsrevisoren;

2° de personeelskosten van de algemene diensten met name : de algemene directie, de juridische dienst, de rekenplichtige directeur, de technische directeur;

3° de kosten verbonden aan de bezetting van de lokalen van de zetel zoals de aflossingen en de financiële lasten met betrekking tot niet gesubsidieerde aankopen, huurprijzen, huurlasten, onderhoud, verzekering, verwarming, verlichting, aflossingen en financiële lasten of verhuring van bureaumeubilair en materieel

4° de verbruikskosten verbonden aan de werking van de lokalen van de zetel zoals kantoorbenodigdheden, abonnementen, telefoon.

§ 2. Voor alle afwateringsinstellingen worden de administratieve kosten forfaitair vastgesteld op basis van de jaarlijkse werkelijke exploitatiekosten, met uitzondering van de in artikel 18, 6°, bedoelde financiële lasten welke als volgt bepaald worden :

Exploitatiekosten (X) in miljoenen F	Forfaitaire algemene kosten in miljoenen F
—	—
kleiner dan 10	10 % van X
10 < X <= 20	1 + 8 % van (X - 10)
20 < X <= 30	1,8 + 4,5 % van (X - 20)
30 < X <= 40	2,25 + 1,5 % van (X - 30)
40 < X <= 50	2,4 + 1 van (X - 40)
groter dan 50	5 % van X

**Art. 21.** De tegen de wettelijke voet berekende interesten voor te late betaling worden verschuldigd voor zover de erkende instelling de datum voor de indiening van haar schuldverklaringen in acht heeft genomen.

**Art. 22.** De geschiktheid van elk herstel, onderhoud of aankoop van reserveonderdelen of van alle andere kosten waarvoor de uitgave op meer dan 300 000 F wordt geschat, moet het voorafgaand akkoord van het bestuur verkrijgen.

*Afdeling 2. — Invloed van de exploitatieopbrengsten op de subsidies*

**Art. 23.** De subsidies stemmen overeen met de in artikel 17 bedoelde exploitatieuitgaven verminderd met de exploitatieopbrengsten.

De eventuele exploitatieopbrengsten komen ten belope van 75 % in aanmerking.

*Afdeling 3. — Procedure voor de toekenning van de subsidies*

**Art. 24.** De erkende instelling legt, ieder jaar op 15 mei, een raming van de werkingskosten van het volgende boekjaar voor aan het Comité, op basis van de exploitatiekosten van het vorige boekjaar.

**Art. 25.** In de raming worden de kosten voor de in de loop van het jaar in werking te stellen inrichtingen berekend naar rata van het te voorzien aantal werkingsdagen, de datum van voorlopige goedkeuring zijnde beschouwd als datum van indienstelling.

**Art. 26. § 1.** De raming verduidelijkt :

1° de formatie van het exploitatiepersoneel, zijn kosten, zijn bekwaaamheden, zijn bestemming, de monografie van de betrekkingen;

2° de uitvoerige lijst van de voertuigen, hun aankoopdatum en prijs, de aflossing, de voorzienbare aankopen en hun kosten;

3° de belangrijke uitgaven die niet tot de lopende exploitatie behoren.

§ 2. Het Comité geeft zijn gemotiveerd advies over de raming. Het stuurt het dossier uiterlijk op 30 juni voor het bedoelde boekjaar naar het bestuur.

**Art. 27.** Wanneer de erkende instelling namens andere privaot of publiekrechtelijke, nationale of internationale personen financiële tegemoetkomingen geniet in andere werkingskosten dan die bedoeld in artikel 23, wordt de subsidie van het Gewest zodanig verminderd dat het gecumuleerd bedrag van de tegemoetkomingen het bedrag van de werkingskosten niet overschrijdt.

*Afdeling 4. — Vereffening van de subsidies*

**Art. 28. § 1.** De subsidies worden op basis van de in de artikelen 24 en 26 bedoelde raming ten gunste van de erkende instelling vereffend overeenkomstig de volgende regelen :

1° 25 % van het jaarlijks vooruitlopend en op 1 april van ieder jaar subsidieerbaar bedrag, op voorleggen van een uiterlijk op 15 december van het vorig jaar naar het bestuur verstuurd schuldsverklaring;

2° ieder jaar op 1 juni, 1 augustus en 1 november, 20 % van het jaarlijks vooruitlopend subsidieerbaar bedrag, op voorleggen van een uiterlijk op respectievelijk 28 februari, 31 mei en 31 augustus naar het bestuur verstuurd schuldsverklaring.

§ 2. Het saldo van de subsidies wordt vereffend op voorleggen van een schuldsverklaring en na onderzoek door het bestuur van de in artikel 9, § 2, bedoelde overzichtsofgave. Daartoe kan de Minister een bedrijfsrevisor aanwijzen die lid is van het Instituut voor bedrijfsrevisoren.

De vereffening van het saldo van de subsidies vindt plaats uiterlijk negentig dagen na ontvangst door het bestuur van het volledig dossier dat de schuldsverklaring bevat.

**Art. 29. § 1.** Ieder jaar uiterlijk op 15 mei, 15 augustus en 15 november bezorgt elke erkende instelling het bestuur de bewijsstukken van de tijdens het vorige kwartaal gedragen werkingskosten die betrekking hebben op de afwateringsinrichtingen.

§ 2. Ieder jaar uiterlijk op 31 maart bezorgt elke erkende instelling het bestuur de overzichtsofgave van de tijdens het vorige jaar gedragen werkingskosten, alsmede de bewijsstukken betreffende het 4de kwartaal.

Na onderzoek stelt het bestuur de Minister voor om het saldo van de subsidies te vereffenen en de door de oorspronkelijke aanwending eventueel ongedekte bedragen aan te wenden.

**Art. 30.** Voor de in de loop van het jaar in dienst gestelde inrichtingen worden de werkingskosten berekend vanaf de datum van het in werking zetten.

De erkende instelling brengt het bestuur ten minste vijftien dagen van te voren op de hoogte van de datum van de indienstelling van elke inrichting of deel van inrichting.

*HOOFDSTUK VI. — Opheffingsbepaling*

**Art. 31.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 houdende organisatie van de ontwatering wordt opgeheven.

*HOOFDSTUK VII. — Overgangsbepalingen*

**Art. 32.** Vanaf de inwerkingtreding van dit besluit en tot de inwerkingtreding van de artikelen 15 tot 30 van dit besluit blijven de artikelen 16 tot 19 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 houdende organisatie van de ontwatering van toepassing.

*HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen*

**Art. 33.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1991, met uitzondering van de artikelen 15 tot 30 die op 1 januari 1992 in werking treden.

**Art. 34.** De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid Water behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 februari 1991.

De MinisterVoorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN DER BIEST